

# MÉCONTENTEMENT ET RESPONSABILITÉS

Le budget de la ville pour l'année 1970 a été adopté il y a quelques jours.

Au préalable, il avait été présenté aux personnalités par M. Giovannini, maire de notre cité. Tout au long de son exposé, celui-ci a montré comment, soucieux de défendre et d'accroître les privilèges de la grande bourgeoisie, l'Etat capitaliste multiplie les procédés pour se décharger de ses propres responsabilités.

Il a prouvé, par des arguments chiffrés, avec beaucoup de précisions, comment l'Etat transfère aux communes des dépenses qu'il devrait être le seul à supporter comme, par exemple, les contingents de police ou l'indemnité de logement aux instituteurs.

Il a montré comment l'Etat fuit ses propres responsabilités, en refusant ou en retardant l'étatisation ou la nationalisation des établissements d'enseignement secondaire, dont l'entretien et le fonctionnement représentent plus de quarante millions d'anciens francs pour le budget de la commune.

On peut ajouter que, dans le même esprit, les crédits conjoncturels pour la construction du CET, sans lequel la rentrée 70 risque d'être catastrophique, restent bloqués.

M. le Maire a montré également comment l'Etat capitaliste réduit ses subventions à la portion congrue, quand il ne les supprime pas tout à fait.

Nous avons déjà dit, mais il n'est pas inutile de le répéter, que les deux maternelles, Renan et Jean-Jaurès, mises en service à la rentrée dernière, avaient été construites entièrement aux frais de la ville, soit une dépense de 105 millions d'anciens frs.

A cela s'ajoute un autre aspect de la politique du pouvoir, qui est la restriction du crédit, obligeant ainsi les communes à emprunter à des taux excessifs, à des organismes auxquels les

tenants de ce pouvoir sont directement intéressés.

Une autre remarque importante, faite par M. Giovannini : l'application de la TVA à toutes les dépenses relatives aux travaux aboutit à ce fait que l'Etat reprend d'une main ce qu'il a donné de l'autre.

Il arrive parfois que le montant de la TVA dépasse la subvention octroyée pour certains travaux.

Ce sont là des faits scandaleux, d'autant que l'Etat accapare déjà la majeure partie des impôts dont les Français sont accablés.

—o—

Sur le plan communal, donc, la démonstration a été faite que les communes sont de plus en plus écrasées de charges justifiées.

Et il va de soi que ces charges se répercutent sur toutes les catégories sociales.

Il faut dire aussi que la politique de ce gouvernement de profiteurs vise également à déconsidérer les élus, à les accuser d'incapacité administrative.

Et c'est pourquoi d'ailleurs le quarteron d'UDR seynoises, qui pensent aux élections municipales, s'évertuent à trouver des failles dans l'administration communale.

Mais il n'y a aucune faille municipale et si certains de nos concitoyens ont des raisons légitimes d'être mécontents, c'est au gouvernement UDR et à ses séides seuls qu'ils doivent s'en prendre.

Ils en ont chaque jour des preuves éclatantes.

**PRENONS DEUX EXEMPLES SEULEMENT, D'UNE BRULANTE ACTUALITE**

Les parents d'élèves s'apprentent à manifester une fois de

plus leur mécontentement.

Ceux dont les enfants sont demi-pensionnaires au lycée sont frappés d'une imposition nouvelle de 9 000 anciens francs (pour les pensionnaires, cette imposition est de 22 500 anciens francs). Imposition perçue par les intendants et servant à payer les agents de service.

C'est un véritable scandale.

Qu'est devenue la gratuité scolaire ?

A ce train-là, demain, les parents devront payer les instituteurs et les professeurs.

Voilà comment l'Etat trouve des ressources nouvelles pendant que ses ministres continuent d'affirmer qu'il n'y a pas d'augmentation d'impôt.

Et voilà un fait qui montre que l'Etat cherche à rendre responsables les intendants, qui sont mis en demeure d'assurer la rentabilité de leur pensionnat.

**DEUXIEME EXEMPLE ELOQUENT, SIGNIFICATIF DE LA MEME POLITIQUE**

Les plaisanciers de pêche sont menacés de voir leur redevance d'amarrage passer de 20 à 150 francs.

La soupe de « gobis », que vont pêcher nos braves vieux retraités des Mouissèques, risque de leur coûter fort cher.

Aussi, les protestations s'élèvent (comment peut-il en être autrement ?).

On trouve encore là une tactique du pouvoir, qui cherche à faire payer aux usagers, surtout aux petits usagers, comme aux Mouissèques, les frais d'entretien des ports.

tout cela, au nom des principes énoncés souvent par Pompidou et son triste Chaban : rentabilité et service rendu.

D'accord pour la rentabilité, à condition de l'assurer par des

moyens justes.

On peut multiplier les exemples de ce pillage systématique dont toutes les couches de la population font les frais : la population laborieuse font les frais.

On s'aperçoit alors que tous les problèmes sont liés : ceux des autoroutes, comme ceux des arsenaux, ceux de la patente des commerçants comme ceux de l'écoulement des produits agricoles.

A l'origine de toutes les difficultés et du mécontentement général, c'est la politique d'exploitation systématique du peuple par le pouvoir néfaste de l'UDR.

Il est grand temps que les Français s'unissent pour en finir avec ce régime des monopoles qui, de leur côté, accroissent leurs bénéfices.

Il est vrai que le pouvoir d'achat augmente, comme le dit sans sourciller le premier ministre à la télévision. Mais il ne dit pas que c'est celui des capitalistes seulement.

Marius AUTRAN,  
adjoint au maire.